

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2019 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap, het Secretariaat van de Regering van de Franse Gemeenschap en de SePAC;

Gelet op het akkoordprotocol van 19 november 2014 tussen de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de centralisatie van de activiteiten en de samenwerkingsverbanden inzake werking en organisatie met de "Secrétariats pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des cabinets ministériels (SePAC) des Gouvernements wallon et de la Communauté française»;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de noodzakelijkheid, voor de Regering van de Franse Gemeenschap, samengesteld met toepassing van artikel 60 van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, te zorgen voor de continuïteit van de openbare dienst;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 7 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2019 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap, het Secretariaat van de Regering van de Franse Gemeenschap en de SePAC, wordt een paragraaf 5 toegevoegd, luidend als volgt:

§ 5 Indien bij het ontslag van een minister aan een andere minister van de Regering tijdelijk de bevoegdheden van de ontslagnemende minister worden toegewezen, blijft de in artikel 6 bedoelde globale begroting van het kabinet van de ontslagnemende minister ongewijzigd.

Met het oog op de continuïteit van de dienst worden de ambtenaren van het kabinet van de ontslagnemende minister onder het gezag gesteld van de minister aan wie de bevoegdheden van de ontslagnemende minister tijdelijk zijn toegewezen. Zij behouden hun post onder dezelfde administratieve en geldelijke voorwaarden."

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 13 juli 2023.

Art. 3. De Ministers zijn, ieder wat hem/haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 juli 2023.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-Ministre-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het Toezicht op « Wallonie-Bruxelles Enseignement",

F. DAERDEN

De Vice-Ministre-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/44017]

19 JUILLET 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 127 et 129 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée notamment par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001, du 12 août 2003, du 19 juillet 2012 et du 6 janvier 2014 ;

Vu le décret spécial du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

Vu le décret spécial du 13 juillet 1999 visant à augmenter le nombre maximum de membres du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, tel que modifié par l'arrêté du 12 juillet 2023 ;

Considérant le courrier du 12 juillet 2023, par lequel Madame Valérie Glatigny a fait part de sa démission de ses fonctions de Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles ;

Vu la prestation de serment de Madame Françoise BERTIEAUX ce 19 juillet 2023 ;

Vu l'urgence ;

Considérant l'urgence spécialement motivée par la nécessité qu'a le Gouvernement de la Communauté française, constitué en application de l'article 60 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 précitée, d'assurer la continuité du service public ;

Considérant qu'il convient de permettre au Gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible ;
Sur proposition du Ministre-Président ;
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° " Ministre " : un Ministre, Membre du Gouvernement de la Communauté française ;

2° " Loi " : la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée notamment par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001, du 12 août 2003, du 19 juillet 2012 et du 6 janvier 2014 ;

3° " Décret " : le décret spécial du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Art. 2. - Pierre-Yves Jeholet, Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale, est compétent pour :

1° la coordination de la politique du Gouvernement et celle de sa communication ;

2° les relations intra-belges, en ce compris la saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral, Gouvernements des Communautés et des Régions, le fonctionnement des institutions et les relations avec le Parlement ;

3° les relations internationales, en ce compris les relations avec les institutions européennes et la coopération au développement telle que visée à l'article 6^{ter} de la loi ;

4° la demande d'ordonner des poursuites, la participation à l'élaboration des directives de politique criminelle et la participation aux réunions du collège des procureurs généraux, telles que visées à l'article 11^{bis} de la loi ;

5° la coordination des dossiers relatifs aux fonds structurels européens, de leur mise en œuvre et de leur évaluation, y compris les relations avec les institutions européennes, nationales et régionales ;

6° l'évaluation, la prospective et la statistique ;

7° la répartition des moyens reçus de la Loterie Nationale ;

8° l'enseignement de promotion sociale ;

9° les statuts des personnels de promotion sociale ;

10° l'enseignement à distance ;

11° l'éducation physique, les sports et la vie en plein air, tels que visés à l'article 4, 9°, de la loi, à l'exclusion des matières visées à l'article 3, 1°, du décret ;

12° le contrôle médico-sportif, tel que visé à l'article 3, 6°, g), du décret.

Art. 3. Frédéric Daerden, Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement, est compétent pour :

1° le budget, les finances et la trésorerie ;

2° la fonction publique et l'administration ;

3° la simplification administrative ;

4° l'e-gouvernement et l'informatique administrative ;

5° l'implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière ;

6° l'authentification des actes à caractère immobilier tels que visés à l'article 6^{quinquies} de la loi ;

7° l'égalité des chances et l'interculturalité ;

8° la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement ;

9° les bâtiments scolaires.

Art. 4. Bénédicte Linard, Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes, est compétente pour :

1° les matières culturelles, telles que visées à l'article 4, 1°, 3°, 4°, 5°, 8°, 10°, 13°, de la loi, en ce compris le cinéma ;

2° le contrôle des films, en vue de l'accès des mineurs aux salles de spectacle cinématographique, tel que visé à l'article 5, V, de la loi ;

3° la politique de santé qui relève des missions confiées à l'Office de la naissance et de l'enfance, telle que visée à l'article 3, 6°, f), du décret ;

4° l'aide aux personnes qui relève des missions confiées à l'Office de la naissance et de l'enfance, telle que visée à l'article 3, 7°, a), du décret ;

5° les centres de vacances, pour ce qui concerne les matières définies aux articles 4, 7°, 12°, 14°, et 5 de la loi, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci ;

6° les activités et services de médecine préventive destinés aux nourrissons, aux enfants, aux élèves et aux étudiants, tels que visés à l'article 3, 6°, e), du décret ;

7° l'accueil de l'enfance ;

8° la coordination de la politique du Gouvernement relative à la réalisation des droits de l'enfant ;

9° l'Office de la naissance et de l'enfance ;

10° les aspects de contenu et techniques des services de médias audiovisuels et sonores, tels que visés à l'article 4, 6°, de la loi, à l'exception de l'émission des communications du Gouvernement fédéral ;

11° le soutien à la presse écrite, tel que visé à l'article 4, 6° bis, de la loi ;

12° les droits des femmes.

Art. 5. Françoise Bertieaux, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles, est compétente pour :

- 1° l'enseignement supérieur, en ce compris :
 - a. l'enseignement universitaire ;
 - b. l'enseignement supérieur non universitaire, de type court et de type long ;
 - c. l'enseignement artistique de niveau supérieur, y compris les conservatoires ;
 - d. les statuts du personnel de l'enseignement supérieur ;
- 2° les allocations et prêts d'études ;
- 3° les hôpitaux universitaires, tels que visés à l'article 3, 6°, a), du décret, et les conventions de revalidation conclues avec les hôpitaux universitaires, telles que visées à l'article 3, 6°, b), du décret ;
- 4° l'Académie royale de Médecine, telle que visée à l'article 3, 6°, c), du décret ;
- 5° l'agrément et le contingentement des professions des soins de santé ;
- 6° la Société scientifique de médecine générale ;
- 7° la recherche scientifique, en ce compris l'encouragement à la formation des chercheurs tel que visé à l'article 4, 2°, de la loi ;
- 8° les crédits de recherches fondamentales provenant des S.P.P.S., de la Santé publique, des Affaires économiques et ceux destinés au F.N.R.S. et au F.R.I.A. ;
- 9° l'Académie royale des Sciences ;
- 10° l'aide aux personnes telle que visée à l'article 3, 7°, b) à f), du décret ;
- 11° la politique de la jeunesse, telle que visée à l'article 4, 7°, de la loi ;
- 12° l'organisation, le fonctionnement et les missions des maisons de justice et du service compétent pour assurer la mise en oeuvre et le suivi de la surveillance électronique, tels que visés à l'article 5, III, de la loi ;
- 13° le financement des infrastructures touristiques sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale ;
- 14° la promotion de Bruxelles au niveau national et international ;
- 15° la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- 16° assister au Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale et au Collège réuni de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'article 76 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

Art. 6. Caroline Désir, Ministre de l'Education, est compétente pour :

- 1° l'enseignement, tel que défini à l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, de la Constitution, à l'exception de l'enseignement de promotion sociale, en ce compris :
 - a. l'enseignement fondamental ;
 - b. l'enseignement secondaire ;
 - c. la matière définie à l'article 4, 11°, de la loi à l'exception des missions confiées à l'Office de la naissance et de l'enfance ;
 - d. la reconversion et le recyclage professionnels ;
 - e. l'enseignement artistique à horaires réduits ;
 - f. l'enseignement artistique de niveau secondaire ;
 - g. l'inspection de l'enseignement ;
 - h. les activités parascolaires, les auxiliaires de l'enseignement et l'information ;
 - i. la formation postsecondaire et parascolaire, telle que visée à l'article 4, 12°, de la loi ;
 - j. les statuts des personnels de l'enseignement obligatoire, à l'exception de l'enseignement supérieur ;
 - k. la formation intellectuelle, morale et sociale, telle que visée à l'article 4, 14°, de la loi ;
 - l. les centres psycho-médico-sociaux ;
 - m. l'enseignement spécialisé ;
 - n. les écoles européennes ;
 - o. l'orientation scolaire ;
 - p. le pilotage interrégionaux.

Art. 7. La signature des décrets et arrêtés peut reprendre, dans le titre du Ministre, la seule mention relative à la matière qui fait l'objet des décrets et arrêtés.

Les décrets et arrêtés du Gouvernement sont contresignés par le Ministre-Président.

Art. 8. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, tel que modifié, est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 10. Les Ministres sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 19 juillet 2023.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Ministre-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

La Vice-Ministre-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,

Fr. BERTIEAUX

La Ministre de l'Education,

C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/44017]

19 JULI 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 127 tot 129 van de Grondwet,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2001, 12 augustus 2003, 19 juli 2012 en 6 januari 2014;

Gelet op het bijzonder decreet van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen;

Gelet op het bijzonder decreet van 13 juli 1999 houdende verhoging van het maximumaantal leden van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, zoals gewijzigd bij het besluit van 12 juli 2023;

Overwegende de brief van 12 juli 2023, waarin mevrouw Valérie Glatigny haar ontslag aankondigt uit haar ambten als minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel;

Gelet op de beëdiging van mevrouw Françoise BERTIEAUX op 19 juli 2023;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende de bijzonder dringende noodzaak, voor de Regering van de Franse Gemeenschap, samengesteld met toepassing van artikel 60 van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, te zorgen voor de continuïteit van de openbare dienst;

Overwegende dat de Regering de mogelijkheid moet worden geboden om zo doeltreffend mogelijk te kunnen werken;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit, dient te worden verstaan onder:

1° "Minister" : een Minister, Lid van de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° "Wet" : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2001, 12 augustus 2003, 19 juli 2012 en 6 januari 2014;

3° "Decreet" : het bijzonder decreet van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen.

Art. 2. Pierre-Yves Jeholet, Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en het Onderwijs voor Sociale Promotie, is bevoegd voor:

1° de coördinatie van het Regeringsbeleid en van de mededelingen in verband daarmee;

2° de intra-Belgische betrekkingen, met inbegrip van het aanhangig maken van vraagstukken bij het Overlegcomité Federale Regering, Regeringen van de Gemeenschappen en Gewesten, de werking van de instellingen en de betrekkingen met het Parlement;

3° de internationale betrekkingen, met inbegrip van de betrekkingen met de Europese instellingen, en de ontwikkelingssamenwerking zoals bedoeld in artikel 6ter van de wet;

4° het verzoek om vervolgingen te bevelen, de deelneming aan de uitwerking van de bindende richtlijnen van het strafrechtelijk beleid en de deelneming aan de vergaderingen van het College van procureurs-generaal, zoals bedoeld in artikel 11bis van de wet;

5° de coördinatie van de dossiers betreffende de Europese structuurfondsen, de toepassing en de evaluatie ervan, met inbegrip van de betrekkingen met de Europese, nationale en gewestinstellingen;

6° de evaluatie, de prospectie en de statistiek;

7° de verdeling van de middelen uit de Nationale Loterij;

8° het onderwijs voor sociale promotie;

9° de statuten van het personeel van de sociale promotie;

10° het afstandsonderwijs;

11° de lichamelijke opvoeding, sport en het openluchtlevens, zoals bedoeld in artikel 4, 9°, van de wet, met uitsluiting van de aangelegenheden bedoeld in artikel 3, 1°, van het decreet;

12° de sportmedische keuring, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, g), van het decreet.

Art. 3. Frédéric Daerden, Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en belast met het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement", is bevoegd voor:

1° de begroting, de financiën en de thesaurie;

2° de ambtenarenzaken en het bestuur;

3° de administratieve vereenvoudiging;

4° het e-government en de administratieve informatica;

5° de vestiging van de diensten en instellingen, alsook het beheer van onroerende zaken;

6° het authenticeren van de handelingen met een onroerend karakter, zoals bedoeld in artikel 6*quinquies* van de wet;

7° de gelijke kansen en interculturaliteit;

8° het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement";

9° de schoolgebouwen.

Art. 4. Bénédicte Linard, Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten, is bevoegd voor:

1° de culturele aangelegenheden, zoals bedoeld in artikel 4, 1°, 3°, 4°, 5°, 8°, 10°, 13°, van de wet, met inbegrip van de filmsector;

2° de filmkeuring, met het oog op de toegang van minderjarigen tot bioscoopzalen, zoals bedoeld in artikel 5, V, van de wet;

3° het gezondheidsbeleid, dat behoort tot de opdrachten die aan de "Office de la naissance et de l'enfance" worden toegewezen, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, f), van het decreet;

4° de bijstand aan personen, die behoort tot de opdrachten die aan de "Office de la naissance et de l'enfance" worden toegewezen, zoals bedoeld in artikel 3, 7°, a) van het decreet;

5° de vakantiecentra, voor de aangelegenheden bepaald in de artikelen 4, 7°, 12°, 14°, en 5 van de wet, onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de ter uitvoering ervan aangenomen decreten;

6° de activiteiten en diensten inzake preventieve geneeskunde bestemd voor zuigelingen, kinderen, leerlingen en studenten, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, e), van het decreet;

7° de kinderopvang;

8° de coördinatie van het Regeringsbeleid met betrekking tot de verwezenlijking van de rechten van het kind;

9° de "Office de la naissance et de l'enfance";

10° de inhoudelijke en technische aspecten van de audiovisuele en de klankmediadiensten, zoals bedoeld in artikel 4, 6° van de wet, met uitzondering van het uitzenden van mededelingen van de federale regering;

11° de hulp aan de geschreven pers, zoals bedoeld in artikel 4, 6° bis, van de wet;

12° vrouwenrechten.

Art. 5. Françoise Bertieaux, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel, is bevoegd voor:

1° het hoger onderwijs, met inbegrip van:

a. het universitair onderwijs;

b. het niet-universitair hoger onderwijs, van het korte type en het lange type;

c. het kunstsonderwijs van het hogere niveau, met inbegrip van de conservatoria;

d. de statuten van het personeel van het hoger onderwijs;

2° de studietoelagen en -leningen;

3° de universitaire ziekenhuizen, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, a), van het decreet, en de revalidatieovereenkomsten die met de universitaire ziekenhuizen worden gesloten, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, b), van het decreet;

4° de "Académie royale de Médecine", zoals bedoeld in artikel 3, 6°, c), van het decreet;

5° de erkenning en de contingentering van de gezondheidszorgberoepen;

6° de "Société scientifique de médecine générale";

7° het wetenschappelijk onderzoek, met inbegrip van de aanmoediging van de vorming van navorsers, zoals bedoeld in artikel 4, 2°, van de wet;

8° de kredieten voor fundamenteel onderzoek, afkomstig uit de Diensten voor Programmatie van het Wetenschapsbeleid, uit Volksgezondheid en Economische Zaken, en de kredieten bestemd voor het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek en het Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw;

9° de "Académie royale des Sciences";

10° de bijstand aan personen, zoals bedoeld bij artikel 3, 7°, b) tot f), van het decreet;

11° het jeugdbeleid, zoals bedoeld in artikel 4, 7° van de wet;

12° de organisatie, de werking en de opdrachten van de justitiehuisen en van de bevoegde dienst die de uitwerking en de opvolging van het elektronisch toezicht organiseert, zoals bedoeld in artikel 5, III, van de wet;

13° de financiering van de toeristische infrastructuur op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

14° de promotie van Brussel op nationaal en internationaal niveau;

15° het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

16° het bijwonen van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van het verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met toepassing van artikel 76 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.

Art. 6. Caroline Désir, Minister van Onderwijs, is bevoegd voor:

1° het onderwijs, zoals bepaald in artikel 127, § 1, eerste lid, 2°, van de Grondwet, met uitzondering van het onderwijs voor sociale promotie, met inbegrip van :

a. het basisonderwijs;

b. het secundair onderwijs;

c. de aangelegenheid bepaald in artikel 4, 11°, van de wet, met uitzondering van de opdrachten toevertrouwd aan de "Office de la naissance et de l'enfance";

d. de beroepsomscholing en -bijscholing;

e. het kunstonderwijs met beperkt leerplan;

f. het kunstonderwijs van het secundair niveau;

g. de inspectie van het onderwijs;

h. de parascolaire activiteiten, de hulppersonen voor het onderwijs en de informatie;

i. de post- en parascolaire vorming, zoals bedoeld in artikel 4, 12°, van de wet;

j. de statuten van het personeel van het leerplichtonderwijs, met uitzondering van het hoger onderwijs;

k. de intellectuele, morele en sociale opleiding, zoals bedoeld in artikel 4, 14°, van de wet;

l. de psycho-medisch-sociale centra;

m. het gespecialiseerd onderwijs;

n. de Europese scholen;

o. de schooloriëntatie;

p. de netoverschrijdende sturing.

Art. 7. De ondertekening van de decreten en besluiten kan, in de titel van de Minister, alleen de vermelding bevatten van de aangelegenheid waarop de decreten en besluiten betrekking hebben.

De decreten en besluiten van de Regering worden door de Minister-President medeondertekend.

Art. 8. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 10. De Ministers worden, ieder wat hem of haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 juli 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vice-Ministre-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen
en belast met het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",

F. DAERDEN

De Vice-Ministre-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel,

F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR